



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

ARRÊTÉ

du 24 JUIN 2019

mettant en demeure la société AGRO67, 7 rue du Bassin de l'Industrie à Strasbourg,
de respecter des prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques
présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires
ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables
et de l'arrêté préfectoral du 24 mars 1997 autorisant la société COSTIMEX S.A. à exploiter en régularisation
administrative l'ensemble des installations ainsi qu'un nouveau hall de stockage de céréales à STRASBOURG

Le Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet de la Région Grand Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 1997 autorisant la société COSTIMEX S.A. à exploiter en régularisation administrative l'ensemble des installations ainsi qu'un nouveau hall de stockage de céréales à STRASBOURG ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2013 fixant des prescriptions complémentaires à la société COSTIMEX DACSA à STRASBOURG ;
- VU le courrier du 18 juillet 2018 déclarant le transfert partiel, à la date du 13 juillet 2018, de l'autorisation accordée à la société DACSA à la société AGRO 67 ;
- VU la visite d'inspection du 6 juin 2019 et le rapport du 12 juin, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 6 juin 2019, l'Inspection des installations classées a constaté que la société AGRO 67 :

- ne dispose d'aucun personnel formé aux risques particuliers liés à l'activité d'un silo ;
- ne dispose pas de plan de prévention, de permis de feu, de procédure d'intervention pour la gestion des situations d'urgence, ni de procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement ;
- ne dispose pas de rapport sur la conformité des installations électriques, sur les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;
- stocke des bidons d'insecticides dangereux pour l'environnement hors d'un dispositif de rétention des fuites ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de ce qui précède, les installations sises 7 rue du Bassin de l'Industrie à Strasbourg, aujourd'hui exploitées par la société AGRO 67, sont en contravention avec les articles 3, 4 et 9 de l'arrêté ministériel susvisé et l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 1997 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement qui dispose qu' : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'observation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société AGRO67 est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois, les dispositions signalées en gras, de l'arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral susvisés pour l'exploitation et l'aménagement de ses installations au 7 rue du Bassin de l'Industrie – 67 000 STRASBOURG ;

- Arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, article 3 : « *L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.* »
- Arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, article 4 : « *Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.* »
- Arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, article 9 : « [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. **Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.** [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :
 - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
 - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »
- Arrêté préfectoral du 24 mars 1997, article 10.2 : « [...] Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à [...] 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres. [...] »

Le délai prescrit s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Strasbourg (31 Avenue de la Paix à Strasbourg) ou sur le site www.telerecours.fr, par la pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'Inspection des installations Classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AGRO 67 par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au Maire de la Ville de Strasbourg.

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

Nadia IDIRI